

	BGF NYTK	C1	Compréhension orale	
	Français des Affaires		40 minutes	20 points
	Modèle			

**EXECUTEZ LES TACHES SUIVANTES ET REPORTEZ VOS
REPONSES SUR LA FEUILLE DE REPONSES CI-JOINTE.**

(A beszédértés részvizsgán mindkét szöveget kétszer hallgathatja meg. Mindkét szöveg első meghallgatása előtt 4-4 perc áll rendelkezésére az adott szöveghez tartozó feladatok áttekintésére. A szövegek mindkét meghallgatása közben folyamatosan, majd azok után 3-3 percig dolgozhat a feladatok megoldásán. A vizsgarész végén még 4 perc áll rendelkezésre, hogy a feladatlapokhoz csatolt megoldólapra átírja megoldásait.)

Enregistrement A

Vous allez entendre un texte sur une interview avec J-C Maily.

I. Répondez aux questions.

1. Que reproche J-C Maily aux candidats à l'élection présidentielle?
2. Quelles questions font partie des préoccupations lors de la campagne?
3. Dans la catégorie des problèmes économiques, que faudrait-il réduire?
4. A quelle date importante est liée la question de la construction européenne?
5. Qu'entend l'interviewé lorsqu'il pense aux questions internationales?

II. Dites si c'est vrai (V) ou faux (F).

6. La liberté de négociation fait partie des normes internationales du travail.
7. Ces normes ne devraient pas être sanctionnées si elle ne sont pas respectées.
8. La Commission de Bruxelles devrait veiller à l'application de ces normes.
9. La majorité des pays serait prête à préserver le secteur public.
10. Les efforts faits dans ce sens sont en cours au niveau européen.

Enregistrement B

Vous allez entendre un texte sur la mondialisation.

III. ¹¹⁻¹⁵ **Complétez le texte.**

La question essentielle pour la(11), c'est de prendre en compte la réalité des compétiteurs. On parle souvent à propos de(12) de la Chine et de l'Inde.

[...] Personne ne peut envisager de faire, mieux que la Chine, un travail sans(13). La globalisation conduit chaque pays à avoir(14) de devenir le meilleur dans certains domaines. Dans une économie planétaire chaque pays(15) dans ce qu'il sait faire le mieux.

IV. ¹⁶⁻²⁰ **Indiquez quel mot ou expression de la série ne figure pas dans le texte.**

- | | | | |
|------------|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| 16. | A) une innovation par le haut | B) par la recherche | C) par la technique |
| 17. | A) le charbo | B) le secteur automobile | C) le ciment |
| 18. | A) l'économie immatérielle | B) la publicité | C) l'aéronautique |
| 19. | A) les assurances | B) l'informatique | C) les banques |
| 20. | A) les infrastructures | B) les transports | C) les télécommunications |

SOLUTIONS	FIGYELEM! ➔	Kérjük, ide ragasszon egy BESZÉDÉRTÉS azonosító kódot! Hiánya esetén dolgozata érvénytelen.
------------------	-----------------------	---

	BGF NYTK	C1	Compréhension orale		
	Français des Affaires		40 minutes	20 points	
	Modèle				
Correcteur No.1:		Correcteur No.2:		Points: <input style="width: 50px; height: 30px;" type="text"/>	

Text 1	
1.	L'absence de cohérence
2.	Les questions sociales
3.	la dette
4.	2005
5.	l'obligation de respecter les normes internationales du travail
6.	V
7.	F
8.	F
9.	V
10.	F
Text 2	
11.	la compétitivité
12.	la mondialisation
13.	qualifications
14.	l'opportunité
15.	se spécialise
16.	C – par la technique
17.	A – le charbon
18.	C – l'aéronautique
19.	B – l'informatique
20.	C – les télécommunications

Enregistrement A

- Bonjour Jean Claude Mailly.
- Bonjour.
- Il y a un mois vous avez condamné l'absence de cohérence des programmes des candidats, qui se résument, disiez vous à des catalogues, est-ce que vous diriez la même chose aujourd'hui, les choses ne se sont pas précisées, vous êtes toujours sur cette ligne?
- Oui, j'ai toujours ce sentiment effectivement, je ne suis pas surpris, syndicalement on n'est pas surpris, que les questions sociales fassent partie des préoccupations, tel que cela ressort des sondages, c'est ce qu'on explique maintenant depuis pas mal de temps, par contre pour qu'il y ait une cohérence pour des réponses en terme de pouvoir d'achat, en terme d'emploi, de protection sociale collective, de solidarité, il faudrait qu'il y ait débat sur deux points au moins.
C'est à la fois sur des questions économiques, sans en rester à ce que la plupart disent, il y a un problème de dette et il faut la réduire, mais il faudrait débattre de la politique économique montrer qu'il n'y a pas qu'une politique économique possible et en débattre. Et puis la question européenne, 2005, ce n'est pas si vieux que cela, quel type de construction européenne, quelle modalité hors ces deux thèmes, je ne les vois pas beaucoup dans la campagne.
- Vous restez l'objet d'un appel que Force Ouvrière a lancé il y a quelques jours , que les questions économiques soient débattues, les questions européennes et les questions internationales, de quoi s'agit-il exactement quand vous parlez de question internationale?
- Les questions internationales, c'est qu'il y ait une obligation de respecter les normes internationales du travail. Les normes essentielles, celles qui touchent à la liberté d'association, liberté de négociation, interdiction du travail forcé, du travail des enfants, et les non-discriminations. Ces normes-là selon nous, devraient être non seulement respectées mais contrôlées voire sanctionnées en cas de non respect et notamment dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la FMI ou de la Banque mondiale. Or cela pour le moment, à chaque fois qu'il y a une réunion de l'OMC on en parle, on en met au mieux deux lignes dans un préambule, mais cela n'a jamais force de loi. Donc à partir de là, il faut que ces débats là aient lieu également. Ces questions là sont essentielles pour nous.
- Sur l'Europe il y a deux grandes idées qui s'affrontent, soit on retourne au référendum, soit on fait voter par le Parlement un traité simplifié comme le propose Nicolas Sarkozy, vous, vous avez une préférence?
- Non ce n'est pas tellement sur la méthode.
- C'est quelle Europe?
- C'est quelle Europe. Quelle modalité de la construction européenne. Par exemple, quand on nous dit il faut préserver les services publics, tout le monde est d'accord, enfin la majorité est d'accord pour préserver les services publics, si on veut réellement préserver les services publics, il faut aussi poser le problème de certains traités qui prévoient comme dogme le principe de libre concurrence qui fait que cela a conduit à la libéralisation dans le domaine de l'énergie, dans le domaine de la communication. Donc si on veut préserver les services publics il faut poser le problème de la concurrence, tant qu'on ne posera pas ces débats là les problèmes continueront, c'est ça qu'on veut dire. Si on veut aller au fond des problèmes , il ne faut pas prendre les gens pour des imbéciles d'une certaine manière hein, il savent bien que pour traiter des problèmes d'emplois de pouvoir d'achat etc.. il faut bien une cohérence que cette cohérence suit les questions économiques d'une manière générale, qui plus est dans un cadre européen et international, or là dessus c'est très timide en ce moment.

Enregistrement B

- La question fondamentale pour la compétitivité de notre territoire national c'est de bien prendre en compte la réalité de nos grands compétiteurs. On parle souvent à propos de la mondialisation, de la Chine ou de l'Inde, ce ne sont pas, ce ne sont pas nos compétiteurs, personne ne peut envisager de faire, à meilleur prix que la Chine, un travail qui consisterait à faire un travail sans qualification.

En revanche, la mondialisation conduit chaque pays à avoir l'opportunité de devenir un champion mondial sur certaines productions. Cela veut dire concrètement que dans une économie qui est à l'échelle de la planète, chaque pays se spécialise dans ce qu'il sait faire le mieux ou le moins mal, et chacun devient le champion de cela, il y a de formidables opportunités. Et ces opportunités, les entreprises françaises sont en train de les saisir.

- C'est une compétition par le haut, par l'innovation, par l'intelligence, par la recherche?
- Absolument. Et par la capacité que nous avons, l'antériorité que nous avons dans certains domaines par rapport à l'ensemble des autres, les domaines sont très nombreux. Vous savez que notre secteur automobile reste très compétitif à l'heure de la mondialisation, le ciment, le fer, ce sont des secteurs dans lesquels nous avons des leaders mondiaux.

Et puis il y a, si je puis dire, des secteurs dans lesquels il y a l'économie immatérielle, dans laquelle la France a une position très forte, la publicité. Publicis est un des plus grands groupes mondiaux de publicité, mais cela aussi dans les services financiers, l'assurance, la banque, nous sommes des champions internationaux. Et puis il y a tout le domaine du luxe qui est à la fois un domaine industriel et immatériel. Donc si vous voulez, la France a de grands atouts.

Et la question est de savoir comment faire en sorte que ces atouts ne servent pas seulement à ce que nous ayons des entreprises extraordinairement performantes, mais comment faire en sorte que ces atouts permettent de créer des emplois sur le sol national, d'attirer des investissements et là il n'y a pas de doutes que notre territoire national qui a de formidables avantages naturels et créés par les français, les infrastructures, les transports et ainsi de suite, ce territoire national qui a de formidables avantages a quelques handicaps importants.

- Lesquels?
- Parmi ces handicaps il y a des réglementations qui sont vraiment beaucoup trop lourdes, et donc elles rebutent un certain nombre d'investisseurs pour venir sur le territoire national. Donc, essayer de faire en sorte que les choses soient plus simples, pour que les entreprises puissent s'adapter au rythme qui est nécessaire dans la vie internationale.

Deuxième élément, notre fiscalité. Nous avons une fiscalité qui est très importante en ce qui concerne le volume des prélèvements obligatoires. 44% de la production nationale, nous sommes les champions du groupe de 7 grands pays industrialisés, c'est nous qui avons le plus haut niveau de fiscalité. C'est un choix de société, la question n'est pas là, la question c'est ensuite, comment cette fiscalité est-elle répartie. Cette fiscalité est faite d'une façon qui permet de laisser à notre territoire national de la compétitivité pour attirer les créateurs d'entreprise. Et là nous avons des progrès à faire. Non pas pour nous engager dans un dumping fiscal, c'est, ... elle ne serait pas de mise, le territoire français vaut mieux que cela. Mais tout simplement pour faire en sorte que nous soyons dans la bonne moyenne.

3'04"